

RESEARCH ARTICLE

APPORT DES ONG DANS L'AMELIORATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LE MILIEU RURAL DE MINOVA A L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Didier Fataki, S.,^{1,2} Janvier Bashagaluke, B. et ²David Bugeme, M.

¹Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion de Goma (ISIG-Goma), B.P. 841, Goma, RDC

²Université Catholique de Bukavu (UCB), B.P. 285, Bukavu, RDC

Accepted 25th December, 2015; Published Online 31st January, 2016

RESUME

Minova est située à l'Est de la République Démocratique du Congo. Dans cette région sévit une forte insécurité alimentaire, conséquence des multiples guerres successives de libération qui ont surgi dans les dernières décennies et qui ont fait que le pouvoir public ne puisse pas correctement mettre en œuvre une politique de développement agricole. Face à cette situation, plusieurs Organisations Non Gouvernementales aussi bien nationales qu'internationales interviennent pour permettre à la population locale de lutter contre l'insécurité alimentaire. L'objectif de ce travail était d'évaluer les interventions de ces Organisations Non Gouvernementales vis-à-vis de cette situation d'insécurité alimentaire. Pour réaliser cet objectif, une enquête a été organisée sur terrain pendant deux semaines. A Minova, nous avons interrogé les responsables des Organisations Non Gouvernementales ainsi que les bénéficiaires de leurs actions. A l'issue de cette enquête, d'une part, 84,6% des Organisations Non Gouvernementales enquêtées se disent satisfaites de leurs interventions dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dans ce milieu. D'autre part 53% de bénéficiaires estiment que l'assistance des Organisations Non Gouvernementales n'est pas satisfaisante.

MOTS-CLEFS: Organisations Non Gouvernementales, Insécurité alimentaire, Développement rural, Agriculture et Initiative locale

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo (RDC) avec ses 80 millions d'hectares de terre arable (dont 10 % sont seulement utilisées), sa variété climatique et l'abondance des ressources en eau, a le potentiel de devenir le grenier de l'ensemble de l'Afrique. Cependant, pendant que d'autres pays de l'Afrique subsaharienne sont en train d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, les défis de développement auxquels fait face la (RDC) ne lui permettront pas d'atteindre ces cibles à l'horizon 2015 (Vredeseilanden, 2004 ; IFPRI, 2011). Ces défis, qui varient d'une province à une autre et résultant dans une situation d'insécurité alimentaire, sont entre autres les calamités naturelles, la pénurie en eau, la dégradation des sols, les changements climatiques, l'explosion démographique et les épidémies. A ceux-ci s'ajoutent la succession de guerres, de pillages, le manque de services publics efficaces et de réglementation contrôlée dans les secteurs de la production et du commerce, des décennies de mauvaise gouvernance, l'insécurité et les déplacements forcés des populations (Alinovi *et al.*, 2008 ; Duquesne *et al.*, 2010).

En RDC, non seulement la croissance de la production agricole n'est que de 2% par an alors que le taux d'accroissement de la population est de 3,1% par an (Hatungimana, 2001), mais aussi dans sa partie Est (provinces du Sud et Nord Kivu), sévit depuis plus d'une décennie, une insécurité politique accompagnée des guerres civiles et des attaques des différentes milices résultant en une situation d'instabilité et d'exode rural. Les milieux ruraux sont en train de se vider petit à petit et les gens se déplacent vers les endroits où ils se sentent sécurisés.

Etant donné que l'agriculture est à au moins 80% pratiquée dans les milieux ruraux (Vredeseilanden, 2004), cette situation d'exode rural conduit à une faible production agricole et par conséquent à l'insécurité alimentaire. Au Sud-Kivu, il a été démontré que cette situation était tellement grave que 42% des maladies sont liées à la sous alimentation (Gaye, 2008). Malheureusement, bien que dans la plupart des pays Subsahariens, l'agriculture ait été considérée comme le secteur le plus important de l'économie (Dupriez et de Leener, 1983), elle n'arrive pas, actuellement à satisfaire de façon durable les besoins alimentaires essentiels de ces pays. Ceux-ci doivent recourir de façon constante à des importations et/ou à l'aide alimentaire afin d'assurer la sécurité alimentaire de leur population (DSRP, 2005). C'est dans cette optique de combler le déficit alimentaire que certaines Organisations Non Gouvernementales (ONG) internationales, nationales voir même locale œuvrent et contribuent énormément dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dans nos pays du Sud.

En RDC, c'est après l'indépendance que la communauté internationale, à travers les agences Onusiennes, a apporté l'assistance en vivres et non vivres aux populations sinistrées. Dès que le pouvoir public s'est distingué dans la mauvaise gouvernance, les agences Onusiennes et les pays du Nord ont préféré travailler avec les ONG et non plus passer par les institutions étatiques, ce qui a favorisé une grande implantation des ONG dans ce pays (DIOBASS, 2005 ; DSRP, 2005). Les pays du Nord et les agences Onusiennes considèrent que ces ONG sont en contact direct avec les populations bénéficiaires et il y a moins des risques de détournement du financement et/ou une mauvaise gestion financière. Du point de vu des principes éthiques, la finalité des interventions des ONG est de

*Corresponding author: **Didier Fataki, S.**,
Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion de Goma (ISIG-Goma), B.P. 841, Goma, RDC.

servir pour l'intérêt général des populations les plus démunies, et cela dépend des dispositions statutaires de chaque ONG. Les objectifs et les programmes d'interventions diffèrent d'une ONG à une autre selon les secteurs et les domaines d'intervention. Suite aux multiples guerres que la RDC a connues et aux différentes situations d'instabilités politiques dans la région de grands lacs, la population congolaise a encore assisté et continue à assister à un flux d'ONG venant à son secours. Ainsi, l'objectif de cette étude était d'évaluer l'apport des ONG dans la lutte contre l'insécurité alimentaire à Minova, dans l'Est de la RDC.

Minova est l'une des 13 localités du Groupement de BUZI, située au Nord-Est de la Province du Sud-Kivu dans le territoire de KALEHE et est traversée par l'axe routier Bukavu-Goma. Le relief de Minova est dominé par des plaines, des vallées et des petites collines d'une altitude variant entre 1460 m et 1700 m. Etant l'entité la plus importante du territoire de Kalehe de part sa population et son marché, cette localité s'est imposée comme la base opérationnelle de toutes les ONGs œuvrant dans cette région. Le tableau n°1 présente toutes les ONG qui interviennent à Minova selon qu'elles sont basées à Minova même, à Bukavu et à Goma.

Tableau n°1. Les ONG qui interviennent à Minova en Mai 2010

Catégorie	Organisation	Domaines d'intervention	
A. Base de Minova			
Nations unies	OCHA	Coordination humanitaire	
ONG Internationales	ACF-USA	Sécurité alimentaire et nutrition	
	COOPI	Violences sexuelles	
	IEDA relief	Eau, hygiène et assainissement	
	MALTESER	Santé et violences sexuelles	
	NCA	Violences sexuelles	
	OXFAM-GB	Eau, hygiène et assainissement	
	SC-UK	Education	
	VSF-Suisse	Sécurité alimentaire, RRC et violences sexuelles	
	W.V.I	Santé, protection, éducation, eau, hygiène et assainissement	
	FH	Eau, hygiène et assainissement	
	CICR	Eau, hygiène et assainissement	
	GTZ PO	Mouvement des populations	
	ONG Nationales	ANAMAD	Education, protection et violences sexuelles
		APRODEPED	Protection et violences sexuelles
		ARAL	Protection
		CADRE	Sécurité alimentaire et RRC
		FSH	Protection et violences sexuelles
LAV		Protection et violences sexuelles	
PLD		Protection	
PPSSP		Eau, hygiène et assainissement, abri et NFI	
SOLFAP		Sécurité alimentaire	
SPES		Sécurité alimentaire, mouvement des populations et éducation	
PAEDE		Sécurité alimentaire	
5ème CELPA	Violences sexuelles		
UPADERI	Protection		
RRSF	Sécurité alimentaire		
B. Base de BUKAVU			
Nations Unies	OMS	Santé et violences sexuelles	
	PAM	Sécurité alimentaire	
	UNFPA	Protection, santé et violences sexuelles	
	UNICEF	Education, eau, hygiène et assainissement, protection, santé et violences sexuelles	
ONG Internationales	FAO	Sécurité alimentaire	
	ACTED	Eau, hygiène et assainissement	
	AVSI	Abri et NFI, mouvement des populations et éducation	
	IRC	Abri et NFI, mouvement des populations, éducation, RRC, eau, hygiène et assainissement, protection, santé et violences sexuelles	
ONG Nationales	LPi	Protection	
	ADEPAE	Sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement et éducation	
	ASF	Eau, hygiène et assainissement	
ADI-KIVU	Eau, hygiène et assainissement		
C. Base de GOMA			
Nations Unies	UNHCR	Mouvement des populations, protection, abri et NFI	
ONG Internationales	UNOPS	Mouvement des populations	
	Heal Africa	Violences sexuelles et santé	
	LWF	Sécurité alimentaire	
	MSF-E	Violences sexuelles et santé	
	NRC	Protection	
ONG Nationales	CARITAS	Eau, hygiène et assainissement	
	PIAMF	RRC	

Source: Archives du bureau OCHA/Minova

MATERIELLES ET METHODES

Milieu d'étude

Cette étude a été menée à Minova dans la province du Sud-Kivu au Congo (RDC).

Comme on peut le constater dans le tableau n°1, sur les 47 ONG qui interviennent à Minova, seules 11 travaillent dans le domaine de la sécurité alimentaire. Certaines d'entre elles sont basées à Minova, d'autres viennent de Bukavu (Chef lieu de la province du Sud-Kivu) et de Goma (Chef lieu de la province sœur du Nord-Kivu) pour les interventions ponctuelles.

Récolte des données

L'étude a été organisée sous formes d'enquête auprès des différents acteurs dans la localité de Minova. La récolte des données a eu lieu au cours du mois de Mars 2010 et le traitement des données en Mai 2010. Pour bien récolter les informations sur terrain, deux questionnaires ont été élaborés et administrés, l'un aux ménages à travers le chef de ménage et l'autre aux ONG à travers les responsables. Les questions étaient posées en Français sur les questionnaires mais lors de l'interview pour ceux qui ne savent pas lire et écrire, nous les traduisions en Swahili ou en Kihavu (la langue locale de Minova) selon les circonstances. Différentes catégories d'acteurs ont fait l'objet d'obtention des informations intégrales pour la présente étude. Ainsi, les informations ont été récoltées auprès des ménages et des ONG œuvrant à Minova. Avec les six avenues que comptent les deux quartiers de ladite Cité, 120 ménages ont constitué la taille totale de l'échantillon avec une répartition aléatoire de 20 ménages par avenue ; ces derniers subissant directement les conséquences de l'insécurité alimentaire ainsi que bénéficiant des actions des ONG œuvrant dans cette filière. Pour ce qui est des ONG, 13 ONG ont aussi fait l'Object de l'étude sur les 27 basées à Minova. Le critère de disponibilité de celles-ci pour fournir les réponses aux questions du *check list* en plus de celui d'être basée à Minova. Après analyses des données recueillies au niveau de chaque catégorie d'acteurs, les résultats ont permis de comprendre le niveau d'efficacité des actions des ONG auprès de ménages bénéficiaires.

RESULTATS

Périodes d'Implantation des différentes ONG au niveau de Minova

Les interventions des ONG sont définies à différentes périodes spécifiques selon la prévalence des questions spécifiques ou de malaise au sein des communautés nécessitant de l'assistance. Dans la figure 1, on a la distribution de ces acteurs dans le temps selon leur moment d'implantation à Minova. On peut constater que la plupart d'ONG enquêtées (10 sur 13 soit 80%) se sont implantées dans les Cinq dernières années par rapport des enquêtes soit la période de 2005-2010, 2 ONG sur 13 (soit 15,3%) se sont implantées dans la période 1993-1998 et une ONG (soit 7,7%) dans la période 1999-2004.

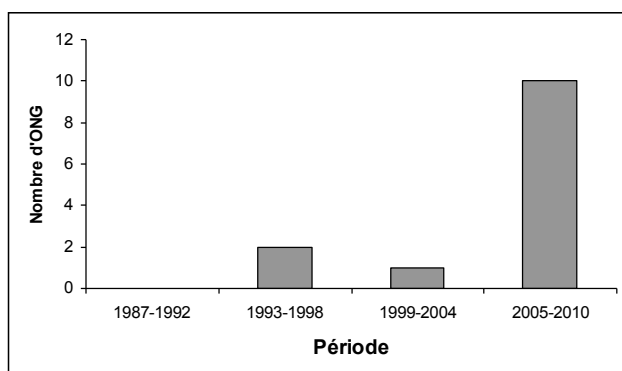


Figure 1. Période d'implantation des ONG à Minova

De ce graphique, il découle que c'est tout récemment qu'il y a eu une forte présence des ONG à Minova. Ceci n'est pas un

fait du hasard mais prouve plutôt que dans ce milieu il y a des problèmes urgents dont notamment celui d'alimentation. Cette situation se justifierait par le fait que pendant ces cinq dernières années (2005-2010), la situation humanitaire s'est aggravée. Cette aggravation est une conséquence logique des différentes guerres de libération et de rectification qu'a connue la RDC respectivement en 1996 et 1998. Tous ces maux ont eu comme conséquences d'une part, un déplacement massif des populations des hauts plateaux de SHANJE et NUMBI vers Minova où érigés des camps de déplacés ; et d'autre part la diminution des initiatives locales de développement. On constate qu'il y a très peu d'ONG qui ont plus de 20 ans à Minova.

Les rares ONG locales qui œuvrent à Minova et qui ont une grande ancienneté y existent depuis 1994 et n'ont pas malheureusement d'activités de grande envergure. En plus des instabilités politiques, ces cinq dernières années sont caractérisées par certaines crises agricoles, dont les maladies de plantes. Le wilt bactérien du bananier, la mosaïque africaine du manioc, dont les grandes contraintes agricoles ayant aussi justifié la présence des ces acteurs à Minova.

Les causes de l'insécurité alimentaire

Avec les actions des ONG, plusieurs raisons peuvent être à la base de leurs interventions au niveau de Minova pour réduire l'insécurité alimentaires. Les causes peuvent donc être nombreuses telles que nous pouvons le constater dans la Figure

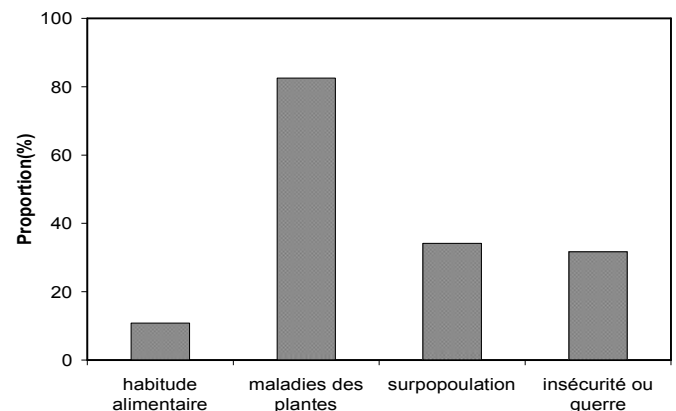


Figure 2. Causes de l'insécurité alimentaire à Minova

Par cette figure, nous constatons que 82,5 % de la population, soit 99 personnes sur les 120 enquêtées pensent que les maladies qui attaquent les plantes constituent la cause principale de l'insécurité alimentaire à Minova. Une réaction normale pour une population qui a l'agriculture comme activité principale et qui voit ses cultures ravagées par les maladies. En effet, dans cette région, les maladies comme le *Wilt Bactérien* du bananier (CIALCA, 2008, FAO, 2012), la Mosaïque Africaine du Manioc (BISIMWA, E., WALANGULULU, J. & BRAGARD, C. (2012)) ont beaucoup affecté les populations sur le plan socio-économique.

Seulement 34,7 % des enquêtés estiment que la surpopulation est la cause principale de l'insécurité alimentaire. Tous les déplacés sont les grands cultivateurs des hauts plateaux de NUMBI et SHANJE. Etant dans des camps à Minova, leurs champs dans leurs villages ne sont plus cultivés alors que c'est

cette partie de la région qui ravitaille Minova, Goma et ses environs en pomme de terre, haricot et autres cultures vivrières. Cependant 31,67 %, soit 38 enquêtés sur les 120, croient que c'est la guerre qui est la cause principale de l'insécurité alimentaire. Ceci se justifie par le fait que la région a été touchée par presque toutes les guerres qu'a connu notre pays. De l'autre côté, 10,8 %, soit 13 enquêtés sur les 120, estiment que les habitudes alimentaires sont la cause principale de l'insécurité alimentaire à Minova. En effet, tout en étant pour la majorité des agriculteurs, à cause de la pauvreté la grande partie de la production agricole est vendue aux mieux

Domaines d'intervention des ONG à Minova

Chaque ONG définit ses domaines d'intervention selon ses capacités, son expertise et la question prévalant nécessaire à résoudre. Les différents domaines d'intervention de ces ONG sont représentés dans la Figure 3

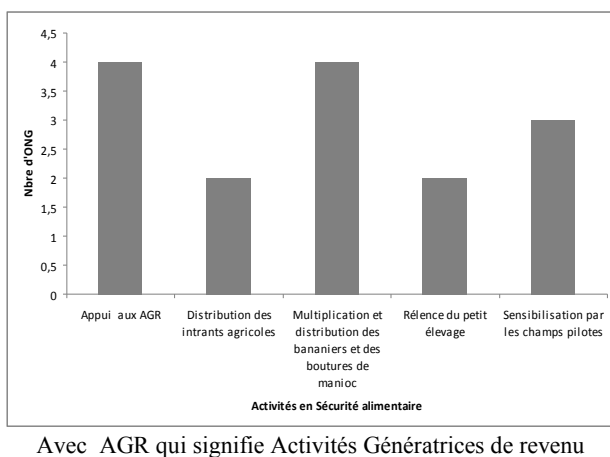


Figure 3. Activités menées par les ONG dans le domaine de la sécurité alimentaire à Minova

Sur les 47 ONG qui interviennent à Minova (en référence du tableau n° 1), seules 11 travaillent dans le domaine de la sécurité alimentaire. Sur les 13 qui ont répondu à notre questionnaire, seules 6 travaillent dans le domaine de la sécurité alimentaire dont 4 ont comme activités l'appui aux AGR. Il s'agit des ONG RRSF, FSH, UPADERI et CADRE qui appuient les champs de multiplication des boutures du manioc, achètent les boutures produites afin de les distribuer au près des agriculteurs du milieu.

2 ONG font la distribution des intrants agricoles. Il s'agit des ONG RRSF et ACF qui distribuent les houes et machettes auprès des agriculteurs.

4 ONG font la multiplication et la distribution des bananiers et des boutures de manioc. Il s'agit des ONG ACF, CADRE, GALA et RRSF. Le wilt bacteria et la mosaïque africaine du manioc ayant ravagées les cultures des bananes et du manioc dans ce milieu, les interventions de ces organisations vont dans le sens d'introduire des variétés résistantes.

2 ONG travaillent dans la relance du petit élevage. Il s'agit des ONG VSF-Suisse et CADRE qui distribuent les races améliorées des chèvres après des éleveurs de cette localité. En fin 3 ONG font la sensibilisation par les champs pilotes. Il s'agit des ONG CADRE, GALA et RRSF qui prêchent par les

exemples concrets. Leurs stratégies consistent à pratiquer des cultures du manioc et des bananes dans leurs champs afin que les habitants voient et jugent comment ces cultures se comportent face au *wilt bacteria* pour la banane et la *mosaïque africaine du manioc* pour le manioc.

Avec ces catégories d'actions, il est conscient de constater que pour un développement durable, ces domaines, seuls, ne suffiraient pas. Il revient donc au gouvernement de soutenir ces genres d'actions pour les rendre plus efficaces et plus bénéfiques aux populations locales.

Les bénéficiaires des actions des ONG à Minova

Il serait difficile si pas impossible que les ONG touchent toutes les couches de la population d'un milieu. Les bénéficiaires des interventions des ONG varient selon les objectifs de chaque projet mais aussi des moyens à leur disposition. La figure n°4 présente les bénéficiaires des interventions des ONG à Minova.

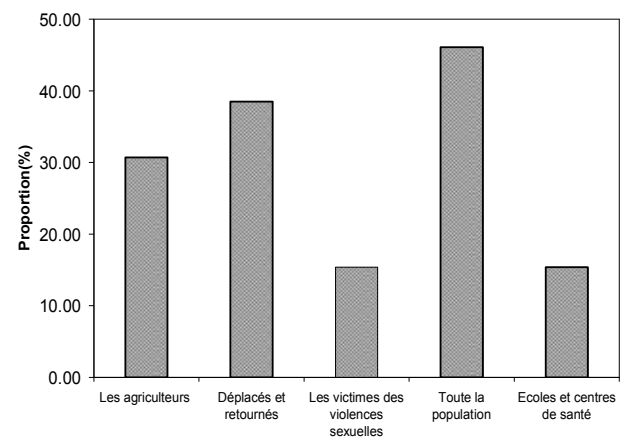


Figure 4. Les bénéficiaires des interventions des ONG à Minova

De cette figure, il est clair que sur les 13 ONG œuvrant à Minova, 6 (soit 46,1%) s'intéressent à toute la population sans distinction (c'est-à-dire toutes les couches sociales), 5 (soit 38,5%) s'intéressent aux déplacés et retournés de guerres, 4 (soit 30,7%) s'occupent des agriculteurs et éleveurs et finalement 2 (soit 15,4) s'intéressent des infrastructures sanitaires et des victimes des violences sexuelles. Ceci se justifierait par leur présence active dans les camps des déplacés et des retournés des guerres. Dans ces camps, les ONG internationales distribuent les vivres, les habits et les différents biens de nécessité primaire. Le constat est tel que la plupart des ONG internationales travaillant à Minova sont dans les urgences.

Auto-évaluation du niveau satisfaction des ONG œuvrant à Minova

L'auto-évaluation du niveau de satisfaction des ONG travaillant à Minova est donnée dans la Figure 5: De cette figure, nous constatons que la plupart d'ONG travaillant à Minova sont satisfaites des actions qu'elles y mènent. Au moins 11 sur les 13 ONG enquêtées (soit 84,6%) déclarent être satisfaites de leur niveau d'intervention alors que 2 seulement (soit 15,4 %) avouent ne pas être satisfaites. Ce qui est surprenant est de voir une de ces deux dernières ONG est une ONG internationale (IEDA/Relief).

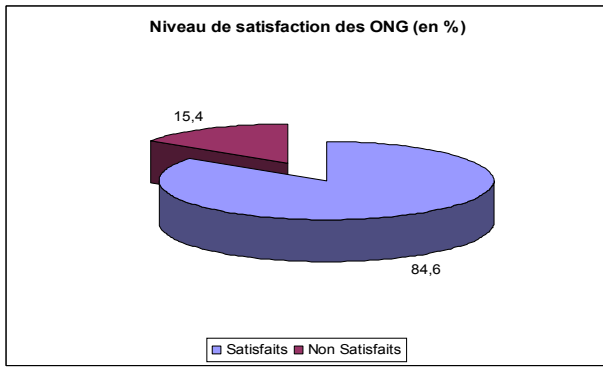


Figure 5. Satisfaction des ONG œuvrant à Minova par rapport à leurs interventions

On comprendrait que ça soit une ONG locale qui échoue à sa mission, compte tenu des moyens dont les ONG locales disposent. Ceci nous a poussé à chercher à comprendre pourquoi une ONG internationale peut déclarer ne pas être satisfaite de son niveau d'intervention. Après analyse, nous avons constaté que cette ONG était à court d'activité au moment où nous menions nos enquêtes et le responsable qui assume l'intérim du chef de projet en mission et qui a répondu à notre questionnaire est un fils du terroir et donc quelqu'un qui a comparé ses attentes par rapport aux actions qu'ils ont menées. Les autres ONG ont, comme nous nous y attendions, affirmé être satisfaites de leurs niveaux d'intervention.

Evaluation du niveau satisfaction de la population par rapport aux interventions des ONG œuvrant à Minova

L'évaluation du niveau de satisfaction des œuvres des ONG travaillant à Minova est donnée dans la Figure 6:

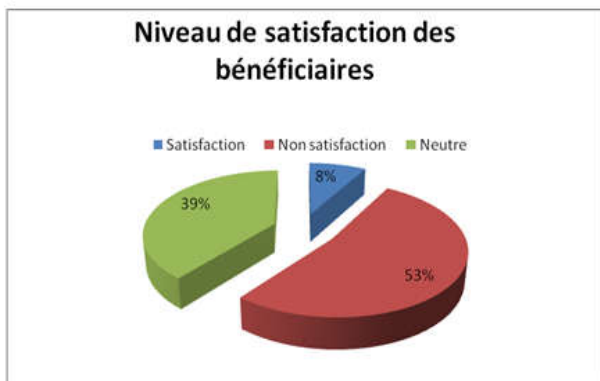


Figure n°6. Niveau de satisfaction des bénéficiaires des interventions des ONG à Minova

Tels que les résultats ressortent dans ce tableau, nous constatons que la majeure partie de la population enquêtée, 63 personnes sur les 120 (soit 52,5 %) n'est pas satisfaite du niveau d'intervention des ONG, 47 personnes sur 120 soit 39,2 % sont neutre dans leur jugement et 10 personnes seulement sur les 120 se sentent satisfaites. Ceci ne veut pas dire que les gens ignorent les interventions des ONG à Minova mais ces interventions ne répondent pas à leurs attentes. La plus part des ONG ont des agents qui viennent d'autres milieu alors qu'il y a une main d'œuvre compétente et en chômage dans le milieu, cela crée un sentiment d'abandon de la part des autochtones. Partant de la célèbre phrase de GHANDI « tout ce

que vous faites pour moi sans moi, vous le faites quelque part contre moi », ont ne peut pas prétendre combattre l'insécurité alimentaire à Minova sans intégrer la population dans le processus. L'autre raison qui fait à ce que les gens soient réticents dans leurs jugements vis-à-vis des interventions des ONG, ce sont les « opérations retours » (le fait que les agents des ONG détournent les biens destinés aux populations bénéficiaires), qui se font au vu et au su de tout le monde. Ceci discrédite certaines ONG et rendent ainsi les gens sceptiques à l'égard de ces ONG.

STRATEGIES DE LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE A MINOVA.

La situation de l'insécurité alimentaire dans la cité de Minova et ses environs est l'un des grands problèmes que connaît cette partie de la province du Sud Kivu. La FAO (2004) définit l'insécurité alimentaire comme étant un régime alimentaire inadéquat, persistant en raison de l'incapacité constante des ménages à pouvoir se procurer les aliments dont ils ont besoin soit sur le marché, soit en produisant eux-mêmes. Bien que la communauté internationale ait un rôle important à jouer pour promouvoir la sécurité alimentaire, c'est au gouvernement national qu'incombe la principale responsabilité. Il est essentiel que le gouvernement mette en place un cadre politique national adapté, soutenu par les institutions fiables et efficaces.

Partant des résultats de cette étude, il sied de proposer une voie réaliste de lutte contre l'insécurité alimentaire à Minova, proposition assise sur 6 piliers :

- Le retour des déplacés de guerres dans leurs milieux d'origines,
- Une politique d'agriculture intégrée : qui vise à intégrer l'agriculture, l'élevage et les nouvelles technologies agricoles,
- La redéfinition des systèmes d'interventions des ONG,
- La réhabilitation des routes de dessertes agricoles,
- Une mise en place des crédits agricoles et
- La création des unités de transformation des produits agropastoraux.

Schématiquement cette proposition se présente de la manière suivante

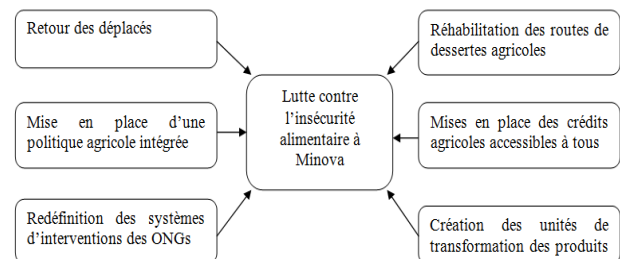


Schéma n°1. Stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire à Minova

Le retour des déplacés

Comme il est souligné lors de la présentation de la Cité de Minova, les déplacés des hauts plateaux (SHANJE et NUMBI) et ses environs qui vivent dans les camps des déplacés et quelques familles d'accueil à Minova constituent une charge

pour cette population et par conséquent une main d'œuvre en chômage forcé pourtant, dans l'ancien temps, la grande partie de la production de haricots, de pommes de terre, du lait et de la viande consommée par la population de Minova, Goma et ses environs venait de cette partie Nord Ouest du territoire de Kalehe au Sud Kivu et la partie Sud Ouest du territoire de Masisi au Nord Kivu. Le retour de ces populations dans leurs milieux d'origine va relancer l'agriculture dans cette région et cela aura un impact positif sur le revenu de ces agriculteurs (l'augmentation de la production), sur le prix des produits agricoles au marché (la diminution de prix) et par conséquent sur la sécurité alimentaire (beaucoup de nourriture).

Une politique d'agriculture intégrée

Le développement, pour NIEMBA (2000), se résume en deux mots : « l'agriculture d'abord ». Et à DUMONT (1997) de renchérir en soulignant que « l'Afrique noire est mal partie parce qu'elle avait négligé l'agriculture dans sa politique économique ». L'accroissement de la productivité dans l'agriculture est un préalable indispensable à la croissance économique et à la transformation des structures. C'est à cette condition que l'agriculture peut engendrer un excédent et être en mesure de remplir sa mission de développement.

Pour atteindre cet objectif, il faudra passer par l'intégration de l'agriculture-élevage et l'introduction des nouvelles technologies et techniques agricoles. Cette stratégie présente plusieurs avantages notamment le recyclage des sous produits et déchets de l'agriculture et de l'élevage, une meilleure utilisation de l'espace bref, produire plus sur un petit espace.

4.3. La redéfinition des systèmes d'interventions des ONG
Nous ne voulons pas dire comme CHAMBERS (1990) « inverser les méthodes d'approches » mais voir comment revisiter ces méthodes telles qu'appliquées actuellement par les ONG pour les rendre plus efficace.

La Déclaration de Paris de 2007 souligne que toutes les actions de développement entreprises doivent être exécutées en synergie et après approbation par les autochtones ; les ONG ne doivent pas imposer leurs démarches aux populations locales, mais doivent travailler en synergie avec elles pour que ces dernières s'approprient les actions et les pérennisent. Cette redéfinition des méthodes et d'approches des interventions des ONG passe, comme le souligne WASSO (1999), par « la réhabilitation des structures étatiques d'accompagnement des communautés rurales vers le développement et la réglementation des structures privées, œuvrant dans les milieux ruraux ».

Il est impérial que les ONG tiennent compte des valeurs, des traditions, des croyances et des habitudes alimentaires, bref, de la culture de chaque milieu avant d'y introduire une innovation quelconque. La population, entant que bénéficiaire direct de toute action de développement de ces ONG, doit participer à tous les niveaux du processus décisionnel concernant les activités entreprises en sa faveur. Elle doit se sentir concernée par les grandes décisions prises pour le développement de son espace de vie.

Réhabilitation des routes de dessertes agricoles

Voulant souligner l'importance des routes dans le développement d'un milieu, MOSHER (1967) s'exprime en

ces termes : « Si je ne devais faire qu'une seule chose pour accélérer le développement agricole d'une région donnée, je construirais des routes. Si à cela je pouvais ajouter une autre chose, je construirais encore des routes. Et si à cela je pouvais encore ajouter une autre chose, je construirais toujours des routes ». Il faut donc construire autant que possible des routes pour désenclaver les milieux ruraux et les rendre ainsi accessibles. Un milieu comme Minova qui, depuis fort long temps, est coupé de la ville de Bukavu pourtant son chef lieu provincial et d'autres agglomérations importantes ; une telle stratégie pourra aider à le désenclaver et à l'épanouir davantage.

Une mise en place des crédits agricoles

La cause principale de l'insécurité alimentaire c'est la pauvreté, l'incapacité pour un ménage à se procurer à manger au moment voulu. Le niveau de revenu des ménages joue donc un grand rôle dans la situation alimentaire de ce dernier. Voilà pourquoi, les crédits agricoles sont d'une importance capitale dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dans un milieu où 43,7% de la population est à vocation agricole. Les centaines de coopératives d'épargne et de crédit qui opèrent dans le Sud-Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo, devraient être une opportunité pour le développement de l'agriculture et la lutte contre l'insécurité alimentaire dans cette province, selon des analystes (source).

Mais aucun petit fermier ne peut accéder à l'appui financier ni au crédit de toutes ces coopératives qui s'occupent essentiellement des opérations de spéculation et des activités immédiatement rentables pour elles. Il existe des grilles des conditions prévues pour accéder au crédit dans toutes les coopératives. Mais le plus souvent, les garanties exigées par celles-ci sont au-delà des possibilités de petits fermiers, souvent très pauvres. Soutenir donc ces petits fermiers et ces petits agriculteurs, c'est lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire, dans leurs familles qui peuvent encore accéder à une nutrition de qualité ou avoir des repas réguliers.

MANYUKU (2005) souligne que, grâce aux sociétés de crédits et de constructions, il est possible d'investir l'épargne communale dans les prêts hypothécaires. Cette nouvelle façon doit s'appuyer sur une vision nette qui consistera à faciliter les ménages dans :

- Des microcrédits pour la renaissance du souffle de vie et encourager les ménages les plus pauvres,
- Un approvisionnement en intrants agro-pastoraux et même de construction: vivres et non vivres, intrants agricoles, ciments ; tôles etc.
- Une mise en valeur des espaces arables non cultivées en recourant à une main d'œuvre salariée et locale.

Il faut veiller à la transparence et la rigueur dans la gestion de ces crédits agricoles ; veiller à la participation de tous les membres et l'intégration de toutes les catégories sociales pour la réussite de cette action de grande envergure. Pour MUMBU (2010), la communication, et donc l'information, jouera un grand rôle dans la réussite de cette stratégie. L'information est un élément essentiel du changement, c'est la seule ressource qui s'enrichit lorsqu'elle se partage.

La création des unités de transformation des produits agropastoraux

Cette stratégie consiste à la transformation des produits agropastoraux pour une meilleure conservation et par conséquent, une meilleure commercialisation à temps voulu. C'est aussi une pratique qui permet de créer des emplois et ainsi diminuer tant soit peu l'exode rural.

Conclusion

La problématique de l'insécurité alimentaire reste toujours d'actualité dans la plus part des régions du monde malgré les efforts fournis par l'humanité. Cette situation sévit surtout les pays du sud où les pouvoirs publics ne parviennent pas à remplir leurs obligations régaliennes. C'est le cas de la RDC où, bien que le pays dispose d'énormes potentialités agricoles, les populations demeurent largement exposées aux risques d'insécurité alimentaire. Les conditions de vie restent très précaires pour le plus grand nombre et se dégradent particulièrement en milieu rural et dans les zones d'insécurité où les populations, souvent en fuite, perdent leurs moyens d'existence et subissent périodiquement des abus de la part des éléments armés. Face à cette situation, plusieurs ONG tentent de suppléer ce déficit causé par le dysfonctionnement du pouvoir public.

La présente étude a consisté à évaluer les interventions de ces ONG vis-à-vis de cette situation d'insécurité alimentaire dans le milieu rural de Minova à l'est de la RDC. Pour réaliser cet objectif, une enquête a été organisée sur terrain pendant deux semaines. A Minova, il était question d'interroger les responsables des Organisations Non Gouvernementales ainsi que les bénéficiaires de leurs actions. Des divergences d'appréciation sont apparues entre les avis des bénéficiaires et les acteurs même de ces interventions (les ONG) par rapport à l'apport de ces dernières dans l'amélioration de la sécurité alimentaire à Minova.

La vision de l'étude étant de trouver les voies et moyens de lutter contre l'insécurité alimentaire, une stratégie reposant sur six piliers a été développée pour cette fin. Il s'agit du retour des déplacés, Une mise en place d'une politique agricole intégrée, la redéfinition des systèmes d'interventions des ONG, la réhabilitation des routes de dessertes agricoles, la mise en place des crédits agricoles et la création des unités de transformation des produits agropastoraux.

REFERENCES

Alinonvi, L., Hemrich, G. et Russov, L. 2008. Food security in Protracted Crisis. FAO and Peactical Action Publishing, Rugby, UK
 Bisimwa Gh., Bashi M. et Fonteyne G. 2010. La sécurité alimentaire au Sud Kivu : un paradoxe ? CEMUBAC Sud Kivu, Bukavu, RDC

Bisimwa, E., Walangululu, J. and Bragard, C. 2012. Occurrence and distribution of cassava mosaic begomovirus related to agro-ecosystems in the South-Kivu Province, Democratic Republic of Congo. Asian journal of plant pathology, ISSN, 1819-1541, DOI : 10.3923/ajppaj.
 Cialca, 2008. Rapport Final de la Phase I : Du Janvier 2006 à Décembre 2009
 Diobass, 2005. La sécurité alimentaire au Sud-Kivu. Rapport de l'atelier organisé par la Plate forme Diobass avec la collaboration du Gouvernorat de la Province du Sud Kivu et l'ONG IADL. Bukavu, RDC, du 25 au 28 Juillet 2005
 Dsrp, 2005. Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Province du Sud-Kivu. République Démocratique du Congo, Ministère du Plan, Unité de Pilotage de Processus du DSRP. Kinshasa, 96 p.
 Dupriez, H. et de Leener P.1983. Agriculture tropicale en milieu paysan africain. Terres et Vie, Nivelles : 280p.
 Duquesne B., Muteba D. et Lebailly Ph. 2010. Les enjeux de la sécurité alimentaire en RD Congo : approche par l'analyse de la consommation alimentaire des ménages kinois. XXVIème Journée scientifique ATM-BETA « crises et soutenabilité du développement », Strasbourg, France, du 2 au 4 Juin 2010.
 FAO 2003. Gestion de la fertilité des sols pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Rome. www.fao.org
 FAO 2012. Le *wilt* bactérien du bananier, une menace pour le Nord Kivu, le Sud Kivu et la Province Orientale. FAO/Bureau des Opérations d'Urgence et de Réhabilitation. www.fao.org/emergencies
 FATAKI S. D. 2010. Les interventions des ONG et la lutte contre l'insécurité alimentaire à Minova. Mémoire ISDR-Bukavu.
 Gaye, D. 2008. Pauvreté rurale et insécurité alimentaire au Sud-Kivu. Louvain Développement, Louvain-la-Neuve : 96pp.
 Hatungimana J.M. 2001. Effet de la densité de semis et de la fertilisation inorganique sur le rendement du maïs (*Zea mays*) dans les conditions édapho-climatiques de Mulungu. Mémoire UCB : inédit : 62p.
 IFPRI (International Food Policy Research Institute) (2012) DRC Strategy Support Program. www.ifpri.org
 Ngeleza G., Diao X., Ulimwengu J. et Randriamamonjy J. 2011. Tendances de long terme pour la croissance et la réduction de la pauvreté en RDC : Une approche d'équilibre général. Policy Note, International Food Policy Research Institute IFPRI. www.ifpri.org
 OCHA 2005. Mission d'évaluation des besoins humanitaires : Province du Sud Kivu. Bureau de coordination des affaires humanitaires des nations Unies. OCHA/RDC. www.ocha.org
 Vredeseilanden, 2004. La sécurité alimentaire en RDC. Contribution des ONG belges à la Table Ronde à Kinshasa du 20 au 24 Mars 2004.
